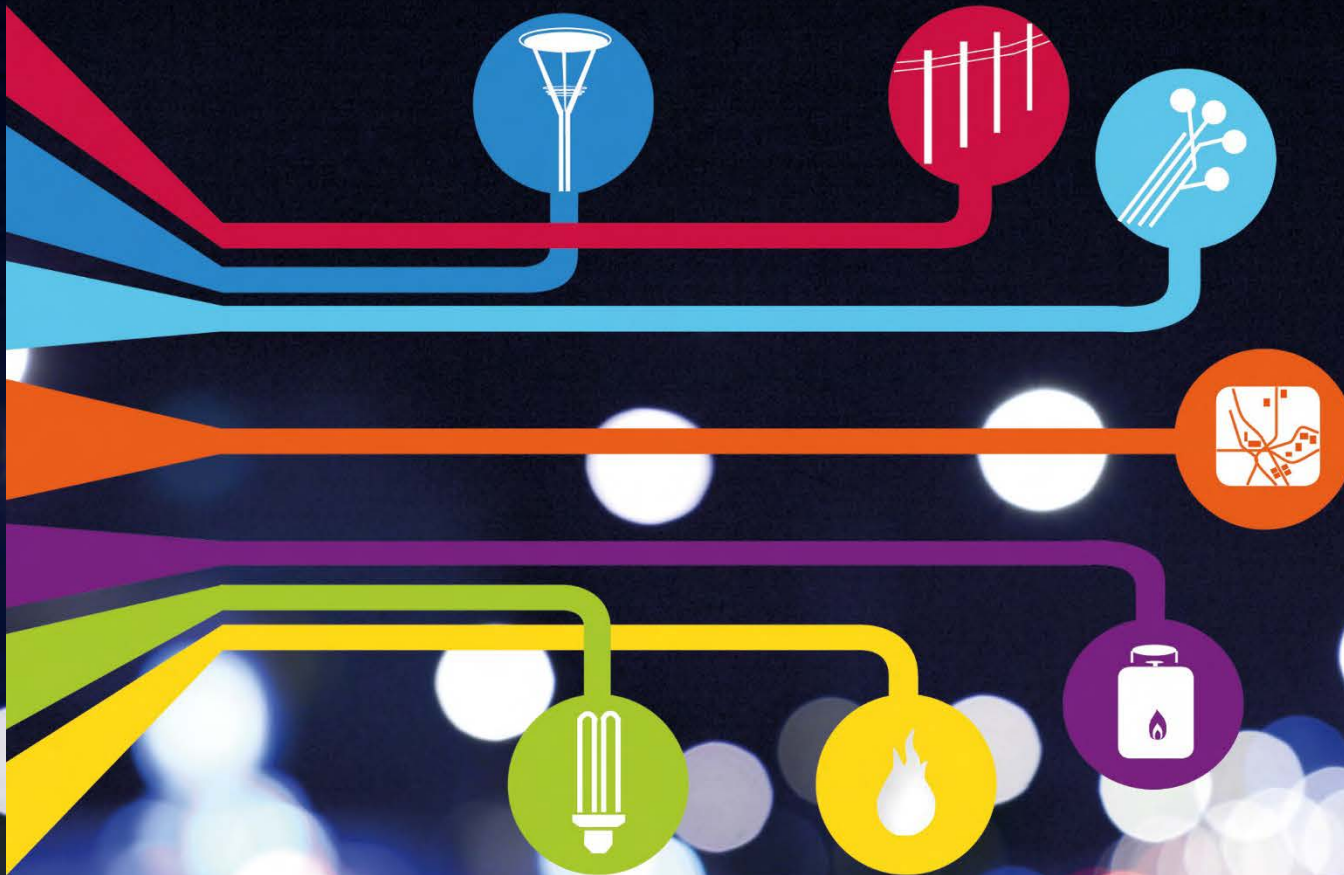




Construisons ensemble
nos réseaux...



AG 2016 - Ordre du jour

- Débat d'Orientations Budgétaires 2016
- Rapport moral
- Compte rendu des actes effectués
- Propositions nouvelles
 - Affaires Générales
 - Électricité
 - Energie – Eclairage Public
 - Gaz
 - Personnel
 - Communication Electronique
- Partie Financière
 - Compte administratif et budget primitif
- Autres questions



Débat d'Orientation Budgétaire

Le débat d'orientation budgétaire doit avoir lieu dans les 2 mois précédant l'examen du budget.

**Conformément au [règlement intérieur](#) actuel
voici les 3 phases de débat :**

1/ Les propositions relatives aux orientations budgétaires de l'exercice ont été soumises au Bureau (*réunion du 18 mars 2016*), m'autorisant à soumettre ces projets au Comité Syndical.

2/ Les projets des budgets 2016 ont été adressés, avec la convocation, à tous les délégués des communes adhérentes.

Sur celle-ci, j'invitais chaque délégué à me faire part, par écrit, des remarques ou suggestions éventuelles qu'il aurait à formuler.

3/ Deux délégués ont transmis des questions, des réponses ont été apportées.



RAPPORT MORAL

Compétences transférées

Le département de l'Ain compte 410 communes après la création de 7 communes nouvelles



Éclairage Public

365 (89%)



Gaz

387 (95%)



Communication Électronique

410 (100%)



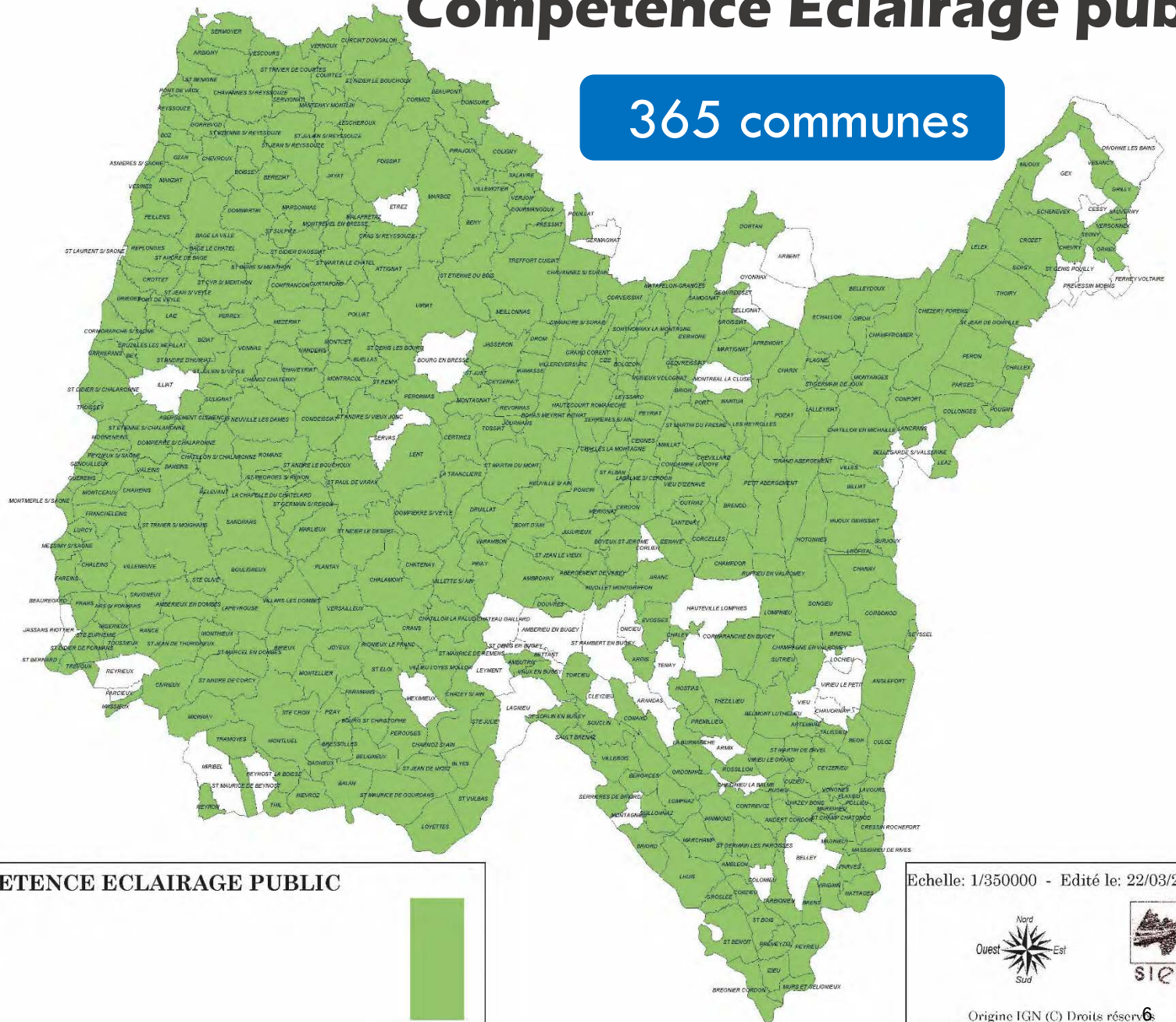
SIG

410 (100%)



Compétence Eclairage public

365 communes



COMPETENCE ECLAIRAGE PUBLIC

Transfert compétence

Echelle: 1/350000 - Edité le: 22/03/2016

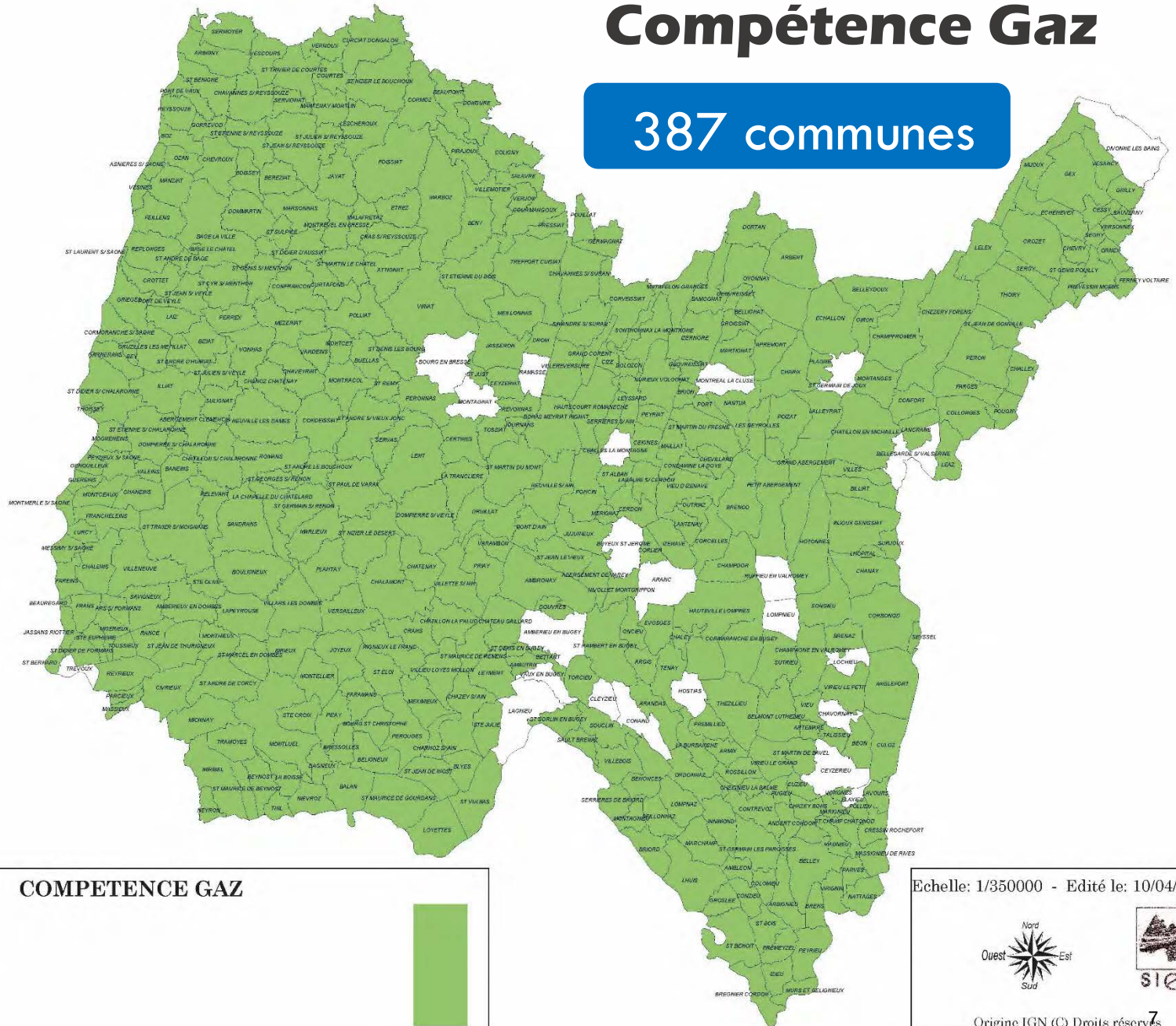


Origine IGN (C) Droits réservés



Compétence Gaz

387 communes



COMPETENCE GAZ

Echelle: 1/350000 - Edité le: 10/04/2015



Origine IGN (C) Droits réservés

Travaux réglés en 2015

Travaux	Montant TTC Millions d'€	%
Electrification	12	25 %
Renforcement	4	9 %
Effacement	5	11 %
Extension	3	5 %
Eclairage Public	6	12 %
Génie Civil Telecom	1	3 %
Gaz	0,5	- de 1 %
Très Haut Débit	28	60 %
Economie d'énergie	0,5	- de 1 %
TOTAL	48	



Activités des élus

Bureau Syndical

19 juin et 9 octobre 2015 / 18 mars 2016

4 Commissions thématiques

- Finances & Ressources : 29/02 et 18/03 2016
- Communication électronique : 15/02
- Gaz - Energie –SIG – Electrification-EP : 27/01
- Travaux-Exploitation et Contrôle : 28/01

Exécutif : Réunion mensuelle au minimum

Comptes Rendus d'Activités présentés par ERDF, EDF et GrDF, lors de la commission ad hoc du Syndicat



Commissions Géographiques d'Échanges

12 réunions du 15 au 26 octobre 2015
à la rencontre des délégués et maires

Près de 350 participants

71% de communes représentées





Année 2015

	Dépenses engagées
Électrification	13 488 000
Éclairage Public	3 672 570
TOTAL	



Fonctionnement 2015 (Hors sinistres)

Maintenance payée	3 055 805
-------------------	-----------

Electricité consommée	4 898 058
-----------------------	-----------

Total des dépenses	7 953 863
---------------------------	------------------

Cotisation des communes	5 745 396
-------------------------	-----------

Reste à charge pour le SIEA	2 208 467
-----------------------------	-----------

Sinistres

Sinistres (89)	358 048
----------------	---------

Assurance et Tiers déclarés	140 697
-----------------------------	---------

Reste à charge pour le SIEA	217 351
-----------------------------	---------



- **Compétence transférée : 396**
- **Communes desservies en gaz : 138**
- **DSP Gaz :**
 - Béard-Géovressiat : Arrêt de la procédure
Présentation au Comité dans la partie Propositions
Nouvelles
 - Magnieu : Procédure en cours



Service Energie



Aide à la maîtrise de l'énergie

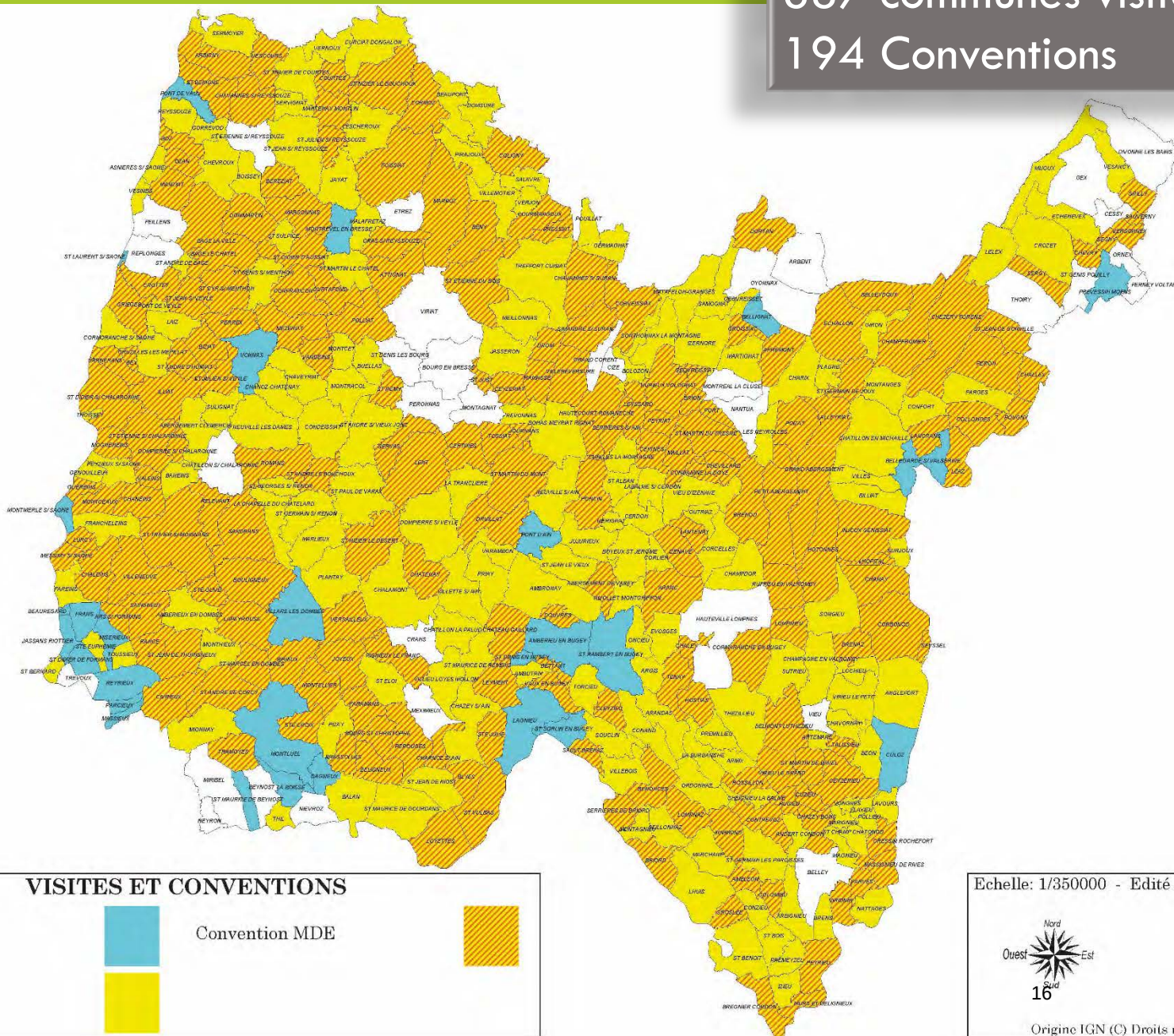
- Proposition d'actions de Maîtrise De l'Energie (MDE)
- Suivi annuel des consommations
- Conseil
- Visite et propositions d'optimisation pour les bâtiments communaux
- Signature de conventions de MDE
- Collecte et dépose des CEE
- Groupements de commandes d'achat d'énergie



- **Rapport de suivi annuel des consommations pour les communes qui l'ont souhaité.**
- **26 communes visitées en 2015**
A ce jour, seules 32 communes n'ont jamais eu de visite.
- **194 conventions signées**
178 communes : travaux réalisés et totalement pris en charge.
28 communes : 5^{ème} consultation en préparation permettant des Travaux courant 2016.

Visites & Conventions

387 communes visitées
194 Conventions

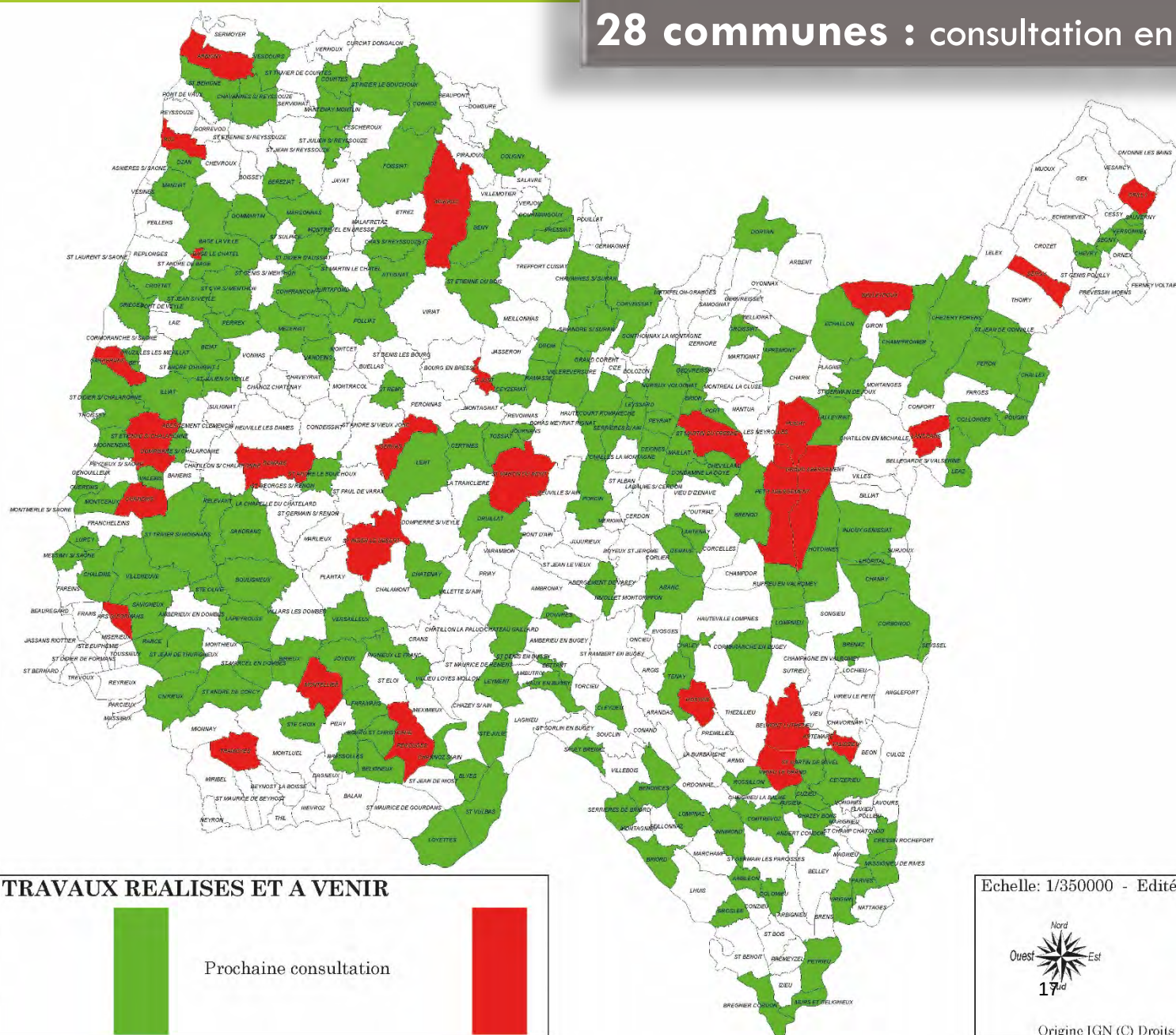


Echelle: 1/350000 - Edité le: 24/03/2016



Origine IGN (C) Droits réservés

178 communes : travaux réalisés
28 communes : consultation en cours



TRAVAUX REALISES ET A VENIR

Travaux réalisés

Prochaine consultation

Echelle: 1/350000 - Edité le: 24/03/2016



Origine IGN (C) Droits réservés



Actions 2015



- **Certificats d'Economie d'Energie - CEE**
 - **Dossier isolation des combles**
 - Déc. 2015 : Dépôt de dossier pour 4 communes
 - Attribution d'une subvention du montant des CEE.
 - **Vente des CEE : 70K€** (dossiers 2013 et 2014)
- **Partenariat Hélianthe**
 - Convention renouvelée pour 3 ans
 - 5 domaines d'actions définis
 - 2015 : Intervention d'Hélianthe sur **15** communes
(*Thermographie majoritairement*)
- **Installation du module de gestion centralisée pour les armoires d'éclairage public et de fibre optique**
 - **280** armoires de fibre optique équipées (NRO)



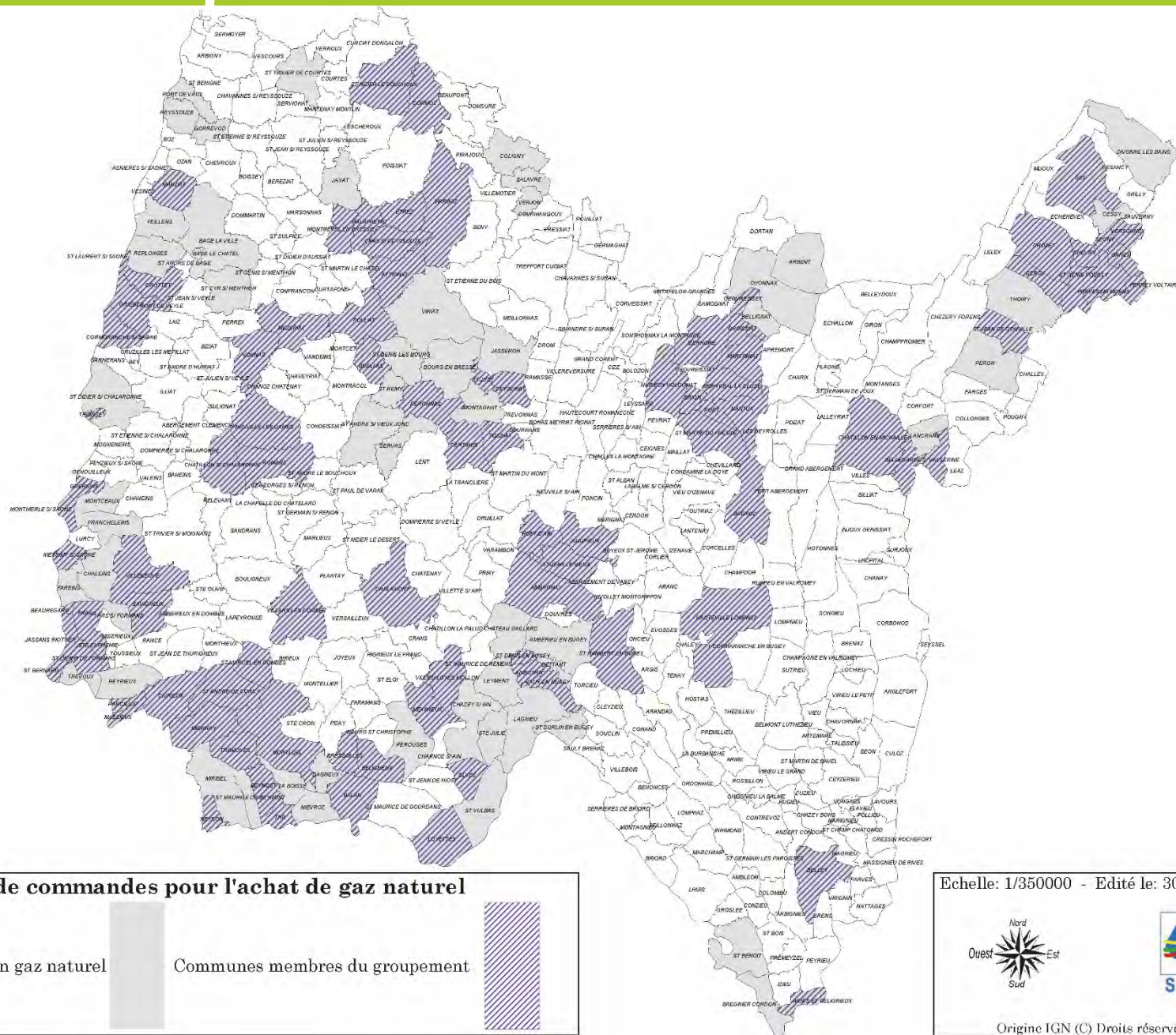
Achat Gaz Naturel

Composition : **109 collectivités**

1^{er} Marché subséquent : 01/07/2015 au 30/06/2017

	LOT 1	LOT 2
Fournisseur	ENI	ENGIE
Points de livraison	505	56
Consommation annuelle	< 300MWh	> 300MWh
Prix	Révisable (Index PEG Nord)	

Groupement de commandes Gaz





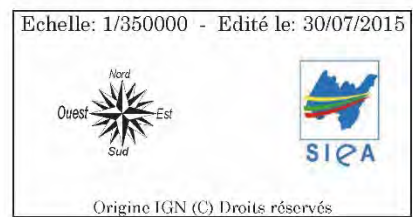
Groupement de commandes

Fin des Tarifs Réglementés de Vente (TRV)



Achat Electricité

- Composition : **119 collectivités**
- **1^{er} Marché subséquent :**
 - Puissance souscrite supérieure à 36KVA
 - Durée : 01/01/2016 au 31/12/2017
 - Points de livraison : 323
 - Fournisseur : EDF
- **2^{ème} Marché subséquent : à l'étude**
 - Consommation Eclairage public du SIEA
 - Pas d'obligation légale



Origine IGN (C) Droits réservés



SIEA

SIG



Subvention pour l'achat de matériel informatique

Aucune demande des communes

Subventions pour la numérisation

Type de subvention	Nombre de communes	Montant
Eau potable	2	3 800 €
Assainissement	6	22 500€
PLU	2	1 100€
Cimetière	7	6 800€



SIEA

SIG : Numérisations des données



Déclaration des réseaux gérés par la commune

Sur le Guichet Unique :

www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

Déclaration des réseaux obligatoire depuis le 30 Juin 2013
par le gestionnaire.

*Infos, Conseils, Cahier des charges du SIEA... Le service du SIG
reste à votre écoute*

SIG : Logiciels



SIMAP

	Communes	Autres	Total
Cadastre	410	49	469
Eclairage	365	7	372
Urbanisme	334	11	345
Postes installés	1174	343	1517

Depuis le transfert de la compétence EP

Installation logiciel d'intervention EP sur l'ensemble des Communes (374)

Les mises à jour et l'assistance sur logiciel essentiellement à distance

Nécessité d'avoir Internet sur le poste et évolution vers un raccordement Fibre Optique dès que possible.



SIG : Logiciels (suite)



- **Logiciel « Espaces verts »**
Appel à candidature pour le groupe de travail, toujours d'actualité.
- **Logiciel « Urbanisme »** (*version web disponible*)
Pour les collectivités qui gèrent la compétence urbanisme
Solution web du SIEA → Travail en commun sur un même dossier
- **Logiciel « Cimetière »** Version Web disponible
- **Logiciel « Assainissement autonome »** Version Web disponible en Mai prochain

Formations	Participants depuis oct 2014	Temps Formation
SIMAP Cartographie	265	1/2 journée
R'ADS - Urbanisme	163	1 journée
R'CIM Cimetière	151	1 journée
TOTAL	579	



Communication Electronique

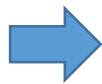


Le programme 2015 était basé sur 6 critères, par ordre de priorité :

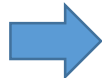
1. Achèvement de la mise à niveau sur le Pays de Gex et le Pays Bellegardien, Viriat et St André sur Vieux Jonc ;
2. Mise à niveau sur le reste du département ;
3. Raccordement des nouveaux abonnés ;
4. Programme de déploiement des zones d'activités communautaires ;
5. Mise en œuvre de tranches complémentaires (équipements actifs – colonnes montantes – phases complémentaires de desserte,...) ;
6. Programme 2015 d'ouverture des communes.



L'année 2015 a, en fait, **exclusivement été consacrée à la mise à niveau et au raccordement de nouveaux abonnés.**



Pas d'ouverture de nouvelles communes



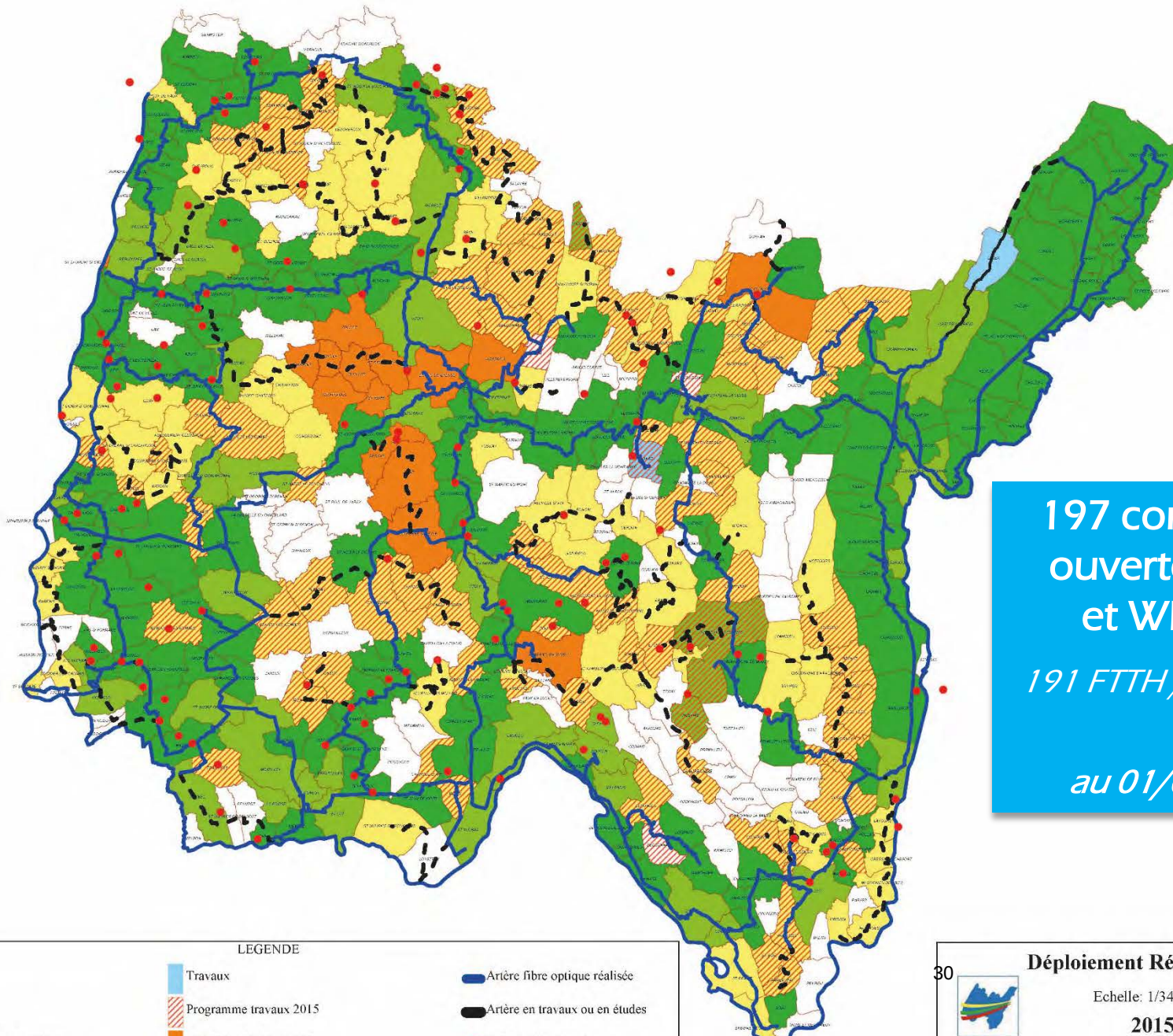
Aucune extension sur des communes déjà ouvertes



Programme ZA 2015

EPCI	ZAE	Observations
CC Miribel et du plateau	Beynost ZAE des Malettes	Plan de financement APS accepté. Etude APD réalisée. Attente accord sur plan de financement APD.
CC Bugey Sud	Bregnier-Cordon ZAE la Bruyère	Plan de financement APD accepté. Travaux réalisés. Ouverture du service avril.
CC Haut-Bugey	ZA de Bellignat et Groissiat	Plan de financement APS accepté. Etude APD en cours.
CC de Montrevel-en-Bresse	Parc d'activités d'Attignat	Plan de financement APD accepté. Travaux en cours. Ouverture du service prévue courant mai.
CC Dombes Saône-Vallée	Parc d'activités de Massieux	Plan de financement APS accepté. Etude APD réalisée. Attente accord sur plan de financement APD.

Déploiement Li@in



197 communes
ouvertes FTTH
et WIFIBRE

191 FTTH / 6 WIFIBRE

au 01/04/2016

LEGENDE

- En étude
- Ouverte
- Travaux
- Programme travaux 2015
- Arière fibre optique réalisée
- Arière en travaux ou en études

30



Déploiement Réseau Li@in

Echelle: 1/340000

2015





Li@in en quelques chiffres au 01/04/2016 :

- **73 000** Prises raccordables FTTH dans les communes ouvertes sur un potentiel de **166 000**

Taux de couverture moyen = $73\,000 / 166\,000$ ➡ **44%**

- **24 300** Abonnés FTTH dont :
 - **22 300** Activés FTTH (dont plus de 1 000 professionnels)

Taux de pénétration moyen = $22\,300 / 73\,000$ ➡ **31%**



Moyenne d'abonnements/ mois

- **2015 = 768**
Contre 801 en 2014 / 412 en 2013
- **2016 (Sur les 3 1^{er} mois) = 987**

Moyenne d'activation / mois

- **2015 = 644**
Contre 598 en 2014 / 360 en 2013 / 301 en 2012
- **2016 = 709**

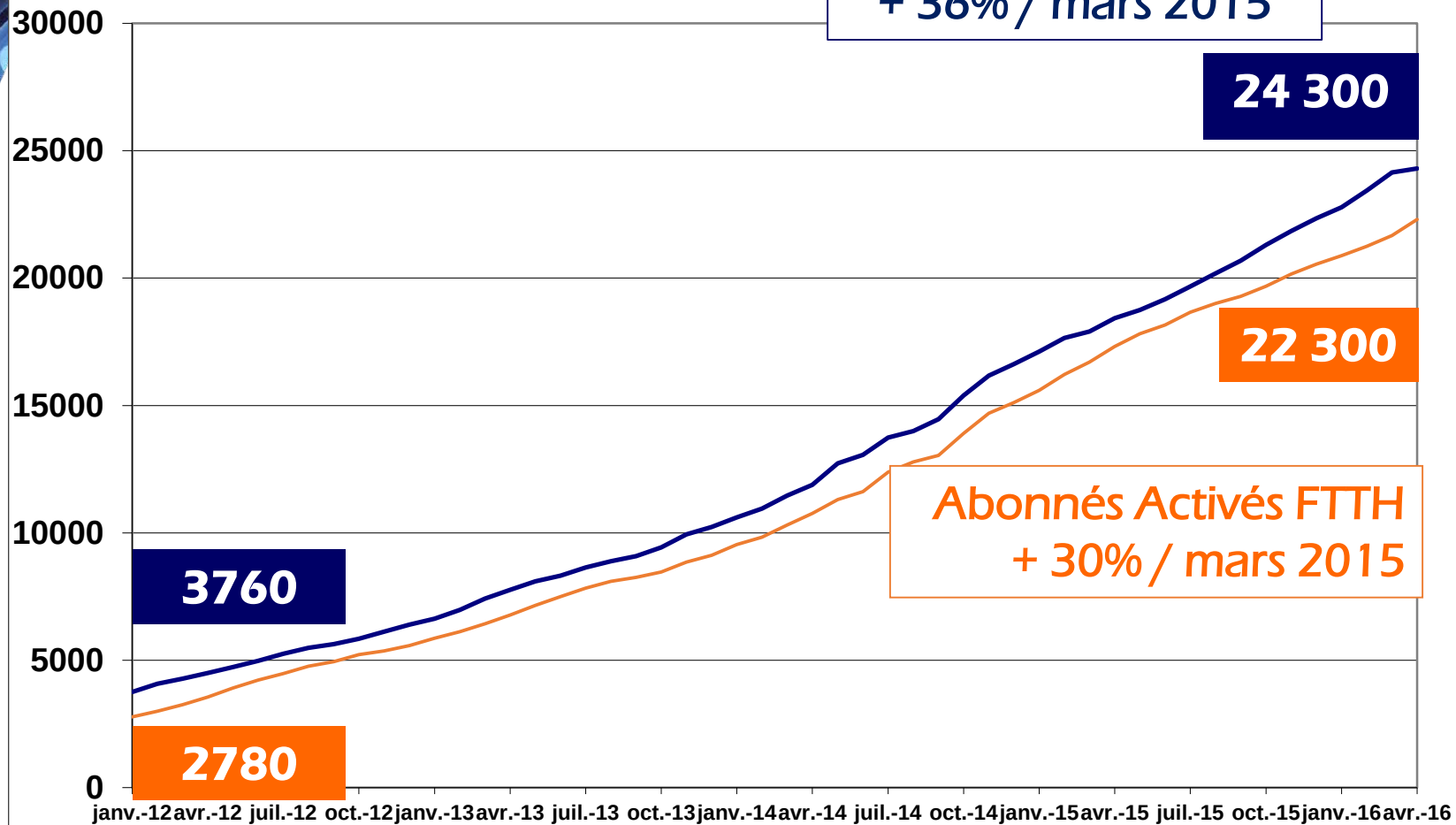
Prospects : 18 700 inscrits sur le portail informatique dédié dont **9 500** en zone couverte

Abonnés FTTH

Evolution au 01/04/16



Total Abonnés FTTH
+ 36% / mars 2015



Abonnés Activés FTTH
+ 30% / mars 2015



- **132 Zones d'Activités Economiques** en Zone couverte FTTH sur 370 ZAE dans l'Ain.
Soit 35 % des ZAE de l'Ain en Zone couverte
- **1 060 professionnels raccordés à la fibre**
 - ✓ Entreprises 70 %
 - ✓ Secteur Public 30 % = 323 Bâtiments publics raccordés dont :
88 Mairies raccordées et activées
(soit 62% des Mairies qui se trouvent en Zone couverte)
66 Ecoles raccordées et activées

6 Fournisseurs d'Accès à Internet dédiés aux particuliers





Les Opérateurs partenaires dédiés aux particuliers, proches de chez vous !













Plus d'info sur www.reso-liain.fr

*Retrouvez la liste des communes concernées sur www.reso-liain.fr

29 FAI dédiés aux professionnels



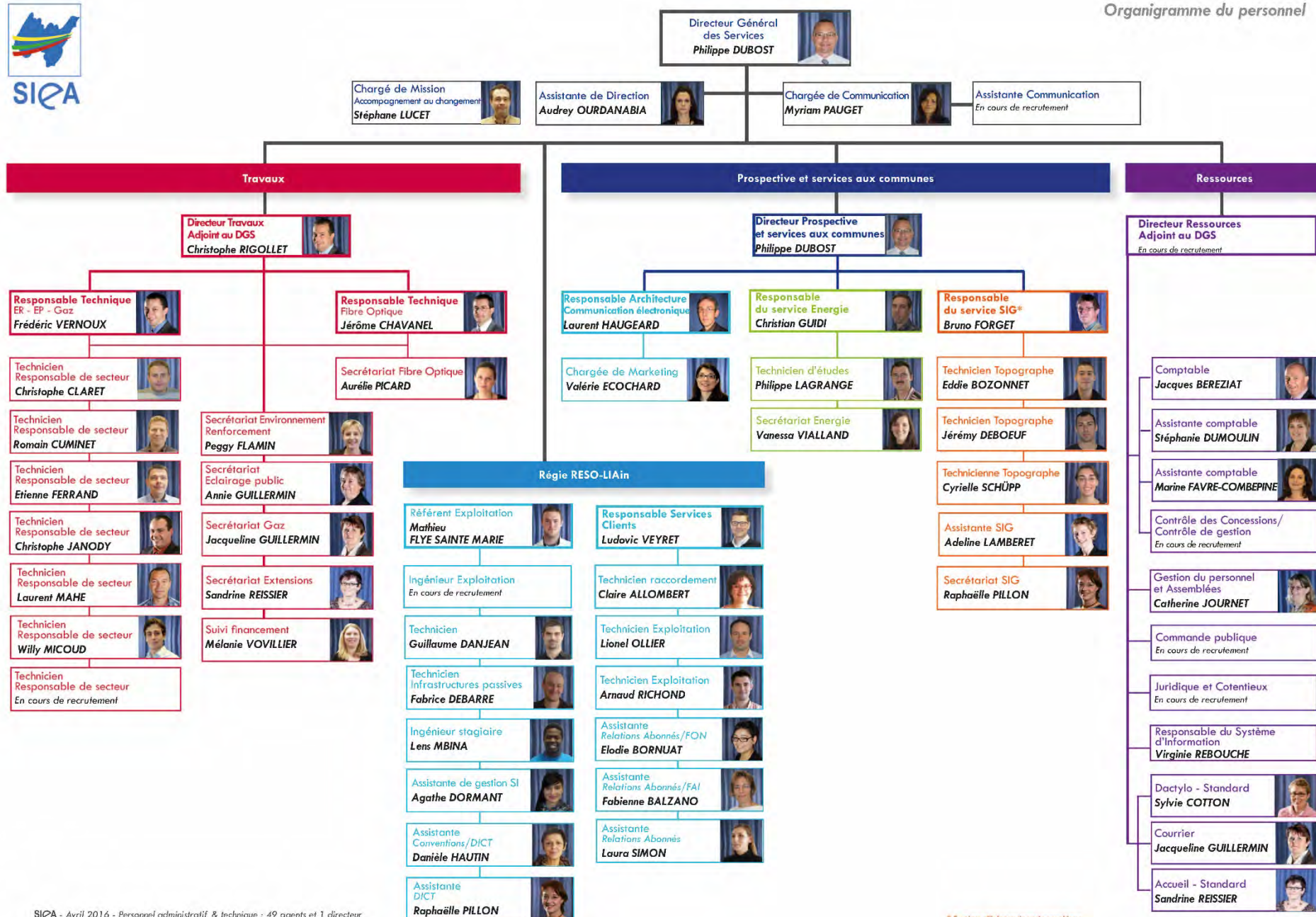
Liain
Fibre optique
100% France 2019

Les Opérateurs partenaires dédiés aux collectivités et professionnels

ADELI	Adista	AIC TELECOMS	alcatraz IT	als@tis	AR-TIO	CELESTE	Créa Informatique
completel	e-liance	FLOW LINE	HASGARD	init Sys	IP LIFE	K-AET	LASOTEL
liazo	IBI	MyStream	nexiraOne	One System Telecom	orange Business Services	RENTABILIWEB	SFR Business Team
SPIE	tel 5 go	Via numérique	WBox	zayo FRANCE	Retrouvez-les www.reso-liain.fr		



ADMINISTRATION DU SIEA



Mouvements du personnel

Départs

Agents	Poste	Date
Flavie COMTET	Secrétaire de Direction	01/05/2015 Détachement
Laurence PAQUELET	Aide Comptable	08/05/2015
Sandrine BERTRAND	Assistante de Direction et Chargée de Missions THD	01/09/2015 Détachement
Géraldine PILLON	Secrétaire aux Services Techniques	14/10/2015
Marie-Charlotte PALTHEY	Assistante Communication et Com.Electronique	01/12/2015

Prochain Départ

Christian GUIDI – Responsable Service Energie au 01/05/2016



Mouvements du personnel (suite)

Arrivées 2015

Agents	Poste	Date
Philippe DUBOST	Directeur Général des Services	Juillet - CDI
Frédérique VOUTIER	Directrice Adjointe Administrative	Septembre 2015 à mars 2016
Mélanie VOILIER	Secrétariat des services Techniques	Février
Marie-Jo GAILLARD	Secrétaire aux Services Techniques	Octobre Remplacement Congé maternité
Agathe DORMANT	Assistante Communication & Com.Electronique	Octobre
Marine FAVRE COMBEPINE	Aide-Comptable	Novembre
Audrey OURDANABIA	Assistante de Direction	Décembre



Mouvements du personnel (suite)

Arrivées 2016

Agents	Poste	Date
Stéphane LUCET	Chargé de Mission « Gestion du Changement »	Janvier 6 mois
Peggy FLAMIN	Secrétaire aux Services Techniques	Janvier
Romain CUMINET	Technicien Responsable de Secteur	Mars
Laura SIMON	Assistante au Service Com Elec	Mars
Virginie REBOUCHE	Responsable Système d'Information	Avril

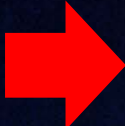
Prochaines arrivées

Sophie LASAUSSE – Directrice Ressources Adjointe au DGS

Florence RICCI-LUCCHI – Responsable Achat



COMPTE RENDU DES ACTES EFFECTUES EN 2015

 **Vote de l'Assemblée**



PROPOSITIONS NOUVELLES

DU BUREAU



Affaires Générales

Modifications du Règlement Intérieur du SIQA

Propositions

- La périodicité : Nécessité de réaliser plusieurs réunions du Comité Syndical.
- Les convocations :
 - Selon le CGCT possibilité de les envoyer de façon dématérialisée. Avis sera demandé par sondage aux délégués.
 - Destinataires : Délégués titulaires et suppléants à titre informatif.

Décision du Comité

Approbation de la modification du règlement intérieur du Comité et du Bureau Syndical

VOTE



Affaires Générales

Modifications des Statuts

Au vu des 2 comités minimum par an qui vont avoir lieu :
nécessité d'assurer le Quorum.

Proposition

- Augmentation du nombre de suppléants et « fongibilité »

Décisions du Comité

- Approbation par le Comité Syndical
- Projet sera ensuite soumis aux communes pour approbation (implicite) et validation par M. le Préfet.

VOTE



Affaires Générales

Assimilation du **SIEA** à une strate de communes de plus de 80 000 habitants

Pour pouvoir recruter certains personnels d'encadrement supérieur, un EPCI sans fiscalité propre doit être classé dans une strate démographique communale.

Il est proposé d'assimiler le SIEA à une commune de plus de 80 000 habitants.

Cette assimilation permet de créer des emplois de catégorie A+ ou fonctionnels à recrutement direct (*cf. Délibération au sujet du tableau des emplois permanents*).

Décision du Comité

Prononciation du Comité Syndical sur cette assimilation

VOTE



Affaires Générales

Fiscalisation des contributions dues par les communes

MESSIMY SUR SAONE : recours à la fiscalisation partielle
Pour une opération de mise en souterrain du réseau basse tension.

Proposition

- La contribution de la Commune de = 75 724 €.
- Souhait de la commune : prélèvement sur 6 annuités dont celle de 2016 qui sera de 12.621 €.
- Montant versé au SIEA sous forme d'un prélèvement additionnel aux contributions directes locales.

Décisions du Comité

- Se prononcer sur le montant de cette contribution.
- Cette délibération sera à renouveler jusqu'en 2019.

VOTE

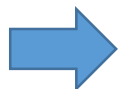


Affaires Générales

Arrêt du principe de fiscalisation

Proposition

Depuis Avril 2011, une seule demande de commune (Messimy) a abouti.



Suppression de cette possibilité, pour ne pas :

- Créer des risques de trésorerie à notre Syndicat
- Compliquer sa gestion

Décision du Comité

Se prononcer sur l'arrêt du principe de fiscalisation des contributions dues par les communes adhérentes.

VOTE

Electricité

Cahier des charges de concession « Electricité » Avenant au protocole PCT

Proposition

Reconduction pour 1 an du protocole relatif au versement par ERDF de la part couverte par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité dénommé « Protocole PCT ».

Décision

Autoriser le Président à signer cet avenant

VOTE



Forte évolution de la technologie LED : se rapproche techniquement et financièrement (*investissement/maintenance*) des lampes Sodium Haute Pression (SHP) utilisées actuellement.

Propositions des commissions Travaux et Energie

- Réserver les LED aux installations ayant un réseau d'alimentation électrique à neutre séparé et les protections préconisées.
- Si demande de travaux neufs : proposition par le SIEA d'une étude comparative LED/SHP
 - Choix de la commune
- Régime de subvention identique quelle que soit la technologie



suite

- Installations jugées non éligibles
 - 5 à 10 expérimentations sur 2016/2017
 - Dossiers sélectionnés :
 - Choix selon critères techniques
 - Régime subvention identique
 - Mutualisation des éventuels surcoûts de maintenance
 - Bilan après 3 ans

Décision du Comité

- Accepter la prise en compte de la technologie LED
- Valider le régime de subvention identique aux luminaires SHP
- Accepter les expérimentations et le principe de mutualisation des éventuels surcoûts de maintenance
- Mandater les commissions pour établir un bilan après 3 années d'expérience

VOTE



Eclairage Public

Mise en valeur par l'éclairage

Arrêt de l'aide



Depuis 1994, le SIEA apporte une aide financière aux communes, pour la mise en valeur des monuments par l'éclairage.

ERDF n'intégrant plus dans le calcul de la redevance les travaux de mise en valeur : le SIEA ne récupère plus les 14% du montant des travaux d'investissements des communes.

Proposition des commissions Energie et Travaux

Le SIEA en cohérence avec :

- sa politique de maîtrise des énergies et des consommations
- son attention particulière à La loi sur la Transition Energétique pour la Croissance Verte



Propose l'arrêt de cette aide aux communes.

Décision du Comité Syndical

- Se positionner sur l'arrêt de cette aide
Pas de remise en cause des demandes déjà instruites.

VOTE



DSP - Commune de BEARD GEOVREISSIAT

Arrêt de la procédure



Contexte

- **2014** : Lancement d'une DSP pour la commune
- **Avril 2015** : Candidat retenu : GrDF
- **Juillet 2015** : Pour éviter une rupture de service, la Communauté de Communes du Haut Bugey a été obligée de déplacer la citerne existante.
 - Impossibilité d'attendre la fin des négociations et l'aboutissement de la DSP.



**Président de la Communauté de Communes
souhaite stopper la DSP**

Décision du Comité Syndical

Arrêter la procédure de DSP concernant la commune de Béard-Géovreissiat.

VOTE

Contexte

L'activité du SIEA évolue au gré des textes législatifs, du développement de ses compétences, de la modification des usages et besoins et de son fonctionnement.

Propositions

Transformations souhaitées :

- 1 Ingénieur territorial → Ingénieur en chef
- 1 Ingénieur territorial → Attaché territorial
- 1 Rédacteur territorial → Attaché territorial



Modification du tableau des emplois permanents : transformation d'emplois (suite)

Cadre d'emplois	Nombre de Postes					
	autorisés par l'assemblée en 2015	pourvus en 2014	pourvus au 31/12/2015	autorisés par l'assemblée en 2016 (4)	A pourvoir 2016 (4)	Vacants fin 2016
CADRE d'EMPLOI "INGENIEUR EN CHEF" (1) (3)				1	0	0
CADRE d'EMPLOI "INGENIEUR" (3)	10	6	6	8	2	1
CADRE d'EMPLOI "ATTACHE" (2) (3)	4	4	2	6	3	1
CADRE d'EMPLOI "TECHNICIEN"	23	17	16	23	3	4
CADRE d'EMPLOI "REDACTEUR"	8	6	5	7	-1	3
CADRE d'EMPLOI "ADJOINT TECHNIQUE"	1	1	1	1	0	0
CADRE d'EMPLOI "ADJOINT ADMINISTRATIF"	18	13	11	18	3	4
Nombre total de Postes	64	47	41	64	10	13
(1) : Nouveau cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux (décret n° 2016-200 du 26/02/2016)						
(2) : transformation poste Ingénieur en Attaché et Rédacteur en Attaché						
(3) : possibilité de recruter un contractuel en cas d'absence de fonctionnaire						
(4) : Aucune création de postes supplémentaires						
(5) : Le Directeur Général est rémunéré sur un emploi d'Ingénieur en Chef (Classe exceptionnelle) ; l'adjoint au DGS chargé des travaux est rémunéré sur 1 emploi d'ingénieur (Principal) ;						
l'adjoint au DGS chargé des ressources est rémunéré sur un emploi d'attaché (Principal, promouvable au grade de directeur).						

Décisions

- Accepter la transformation des emplois
 - Accepter la modification du tableau des emplois
- Le projet de budget prend en compte ces modifications.*

VOTE



Création d'emplois pour besoins saisonniers et occasionnels

Personnel

Contexte

- Remplacement des agents en congés d'été
- Permanences à effectuer
- Suivi des dossiers à assurer

Propositions

■ Saisonniers

Création de 3 postes d'Adjoint Administratifs de 2ème classe
Durée maximum : 3 mois

■ Occasionnels

Création de 5 postes :

- Ingénieur
- Technicien
- Attaché
- Rédacteur
- Adjoint Administratif

VOTE



Modification des modalités de versement du Régime indemnitaire

Personnel

Régime existant

Certaines indemnités et la prime sont versées soit :

- Semestriellement
- Mensuellement

Proposition

Certains agents souhaitent un versement mensuel de l'ensemble de leurs indemnités.

Décision du Comité Syndical

Accepter le versement mensuel des indemnités

VOTE



Modification du Régime indemnitaire

Personnel

Contexte

Décrets et arrêtés de mai 2014 à décembre 2015 : Fondement d'un nouveau régime indemnitaire applicable au 01/01/2016.

Tenant compte :

- Des fonctions
- Des sujétions
- De l'engagement professionnel (RIFSEEP)

Proposition

Appliquer cette nouvelle réglementation

Décision du Comité Syndical

Vote

VOTE



Mise en conformité du système d'astreintes/permanences

Personnel

Contexte

2009 : Mise en place d'astreintes pour la Régie RESO-LIAin

2013 : Mise en place astreinte pour les urgences sur l'EP

Proposition

2015 : Nouveau fondement juridique sur l'indemnisation et la différenciation des astreintes.

➡ 3 astreintes : d'exploitation / de décision / de sécurité

Décisions

- Accepter le nouveau dispositif
- Décider que les astreintes pour le SIEA et la Régie sont des astreintes d'exploitation « *pour les nécessités du service, obligation de l'agent de demeurer, soit au domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir* »
- Confirmer la rémunération des astreintes
- Autoriser le président à signer tout acte nécessaire.

VOTE



Contexte

CDG propose d'engager une consultation portant sur un contrat d'assurance collective.

Contrat garantissant contre les risques financiers liés aux absences du personnel pour maladie, maternité ou accident.

Jusqu'à ce jour le SIEA a son propre contrat.

Propositions

Souscrire à ce principe, sachant que le SIEA aura faculté d'adhérer ou non au contrat final.

Décisions

- Donner Mandat au Président du CDG afin qu'il :
 - Procède à la consultation des différents prestataires
 - Conclut un contrat-groupe
 - Vous informe des caractéristiques du nouveau contrat-groupe
- Donner mandat au Bureau d'adhérer le cas échéant

VOTE



Contexte

Statuts de la Régie d'Exploitation du réseau Li@in :

Le Directeur de la Régie doit être désigné par le Comité Syndical sur proposition du Président et après avis du Conseil d'exploitation de la Régie.

Propositions

M. Dubost, Directeur du SIEA

Personne la plus adaptée à remplir cette fonction, proposée par le Conseil d'administration de RESO- LIAin et par le bureau du SIEA

Décision

Prendre connaissance de l'avis émis par le Conseil d'exploitation
Valider cette proposition et décider de la nomination

VOTE



PROPOSITIONS NOUVELLES

COMMUNICATION ELECTRONIQUE



Contexte

- **Mise à niveau**

L'année 2015 a été totalement consacrée à la mise à niveau et aux raccordements de nouveaux abonnés.

- **Protocole d'accord avec Orange + Règlementation :**

➡ Obligation de finaliser la mise à niveau sur 2016

- **Loi Macron**

Détermination par l'ARCEP des lignes directrices concernant la tarification des lignes commercialisées par les RIP.

➡ Effective au 01/07/2016

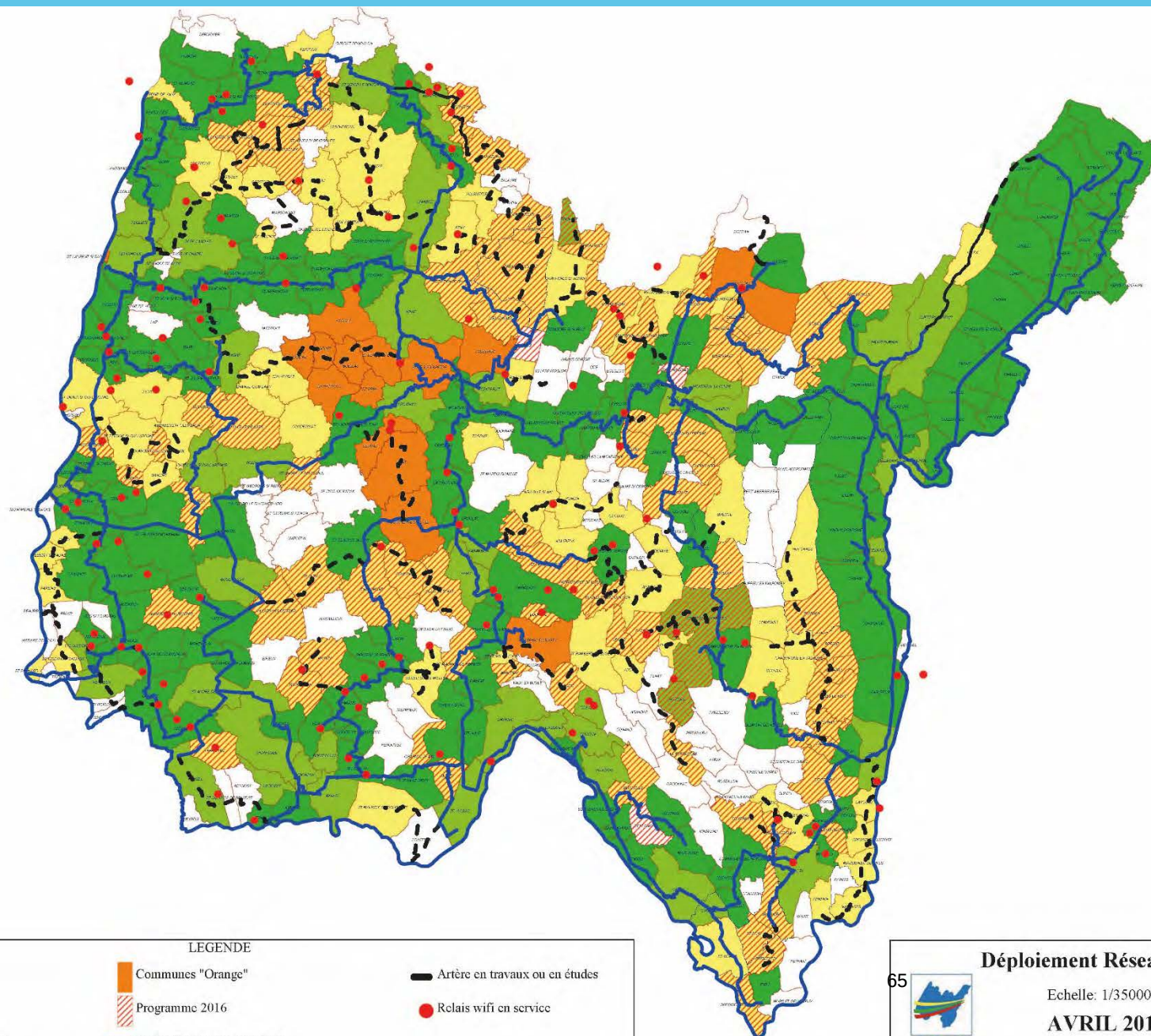


Propositions

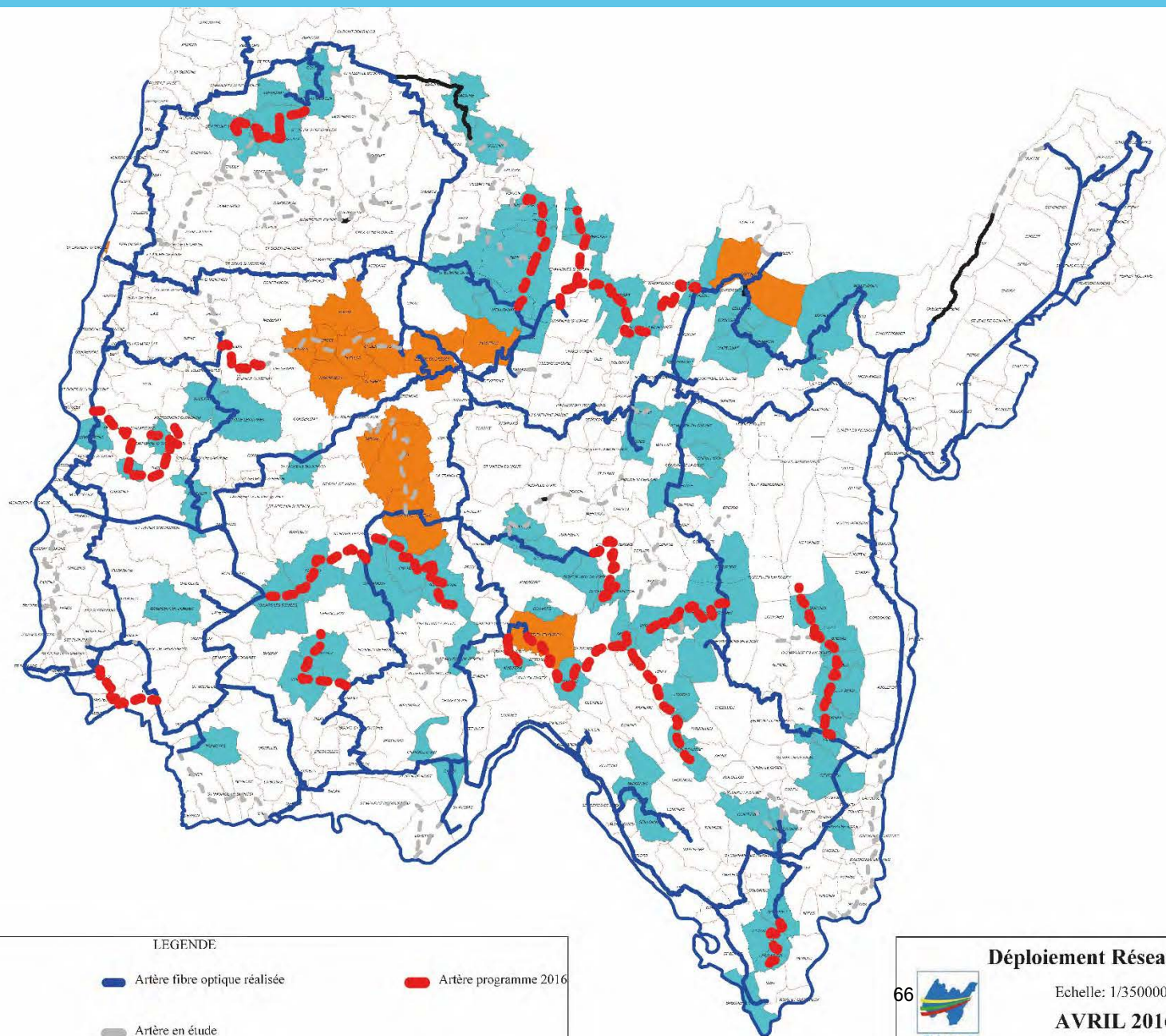
- Fin de la mise à niveau (9 M€ d'engagements) et mise en conformité du Génie Civil
- Ouverture des communes du programme 2015 ne nécessitant pas la construction d'artères
- Construction d'artères permettant l'ouverture des autres communes du programme 2015, et ouverture de ces communes
- Extension du réseau sur les communes déjà ouvertes
- Programme spécifique pour les ZA, cofinancé par le Département et les intercommunalités
- Poursuite du dispositif 2015 de fibrage des ZA
- Raccordements des nouveaux abonnés
- Eléments actifs de réseau

Le rythme d'exécution sera fonction des décisions prises par l'Etat et de la venue ou non d'Orange

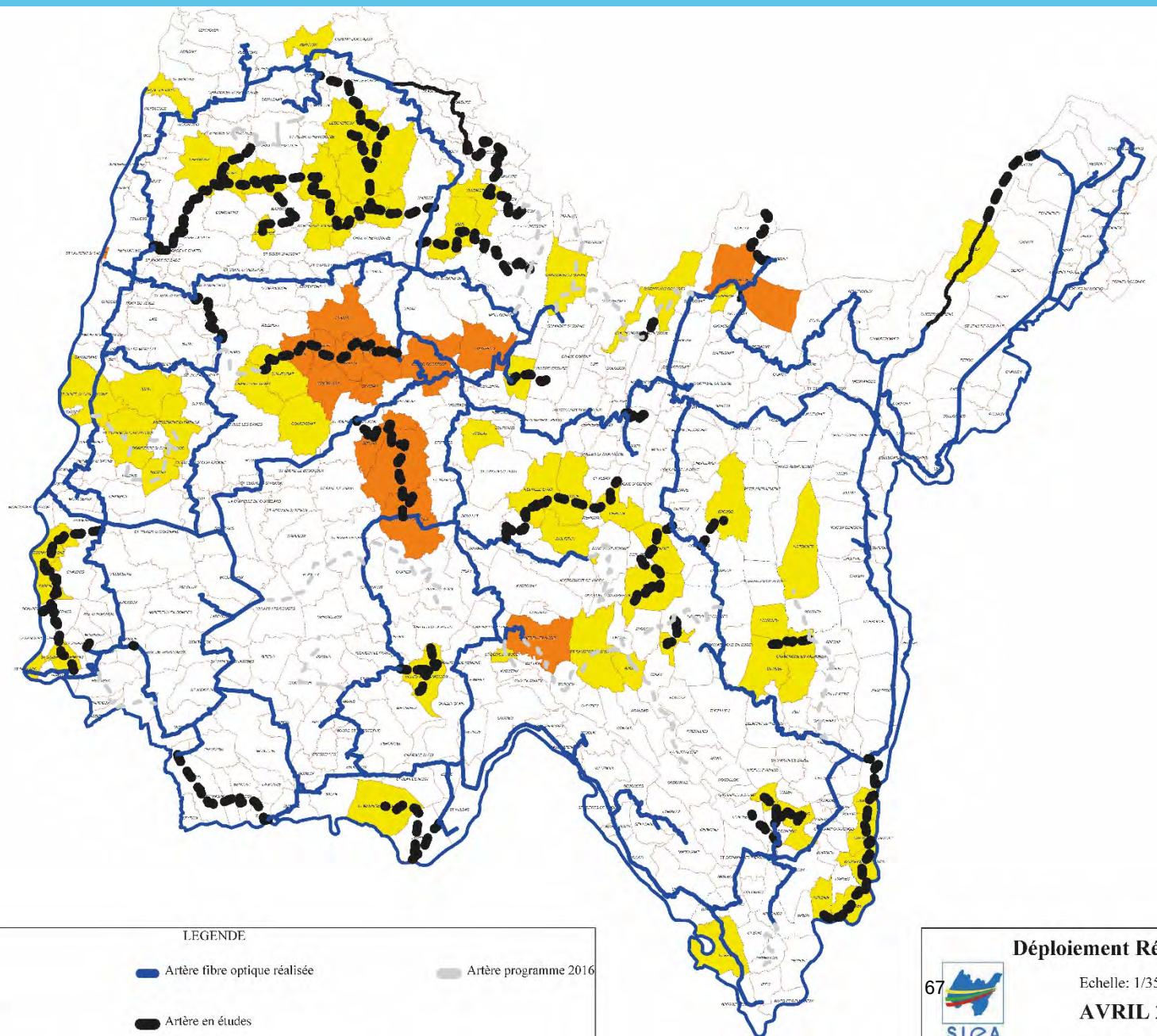
Déploiement du Réseau Li@in



Programme 2016 – Engagement des Travaux



Communes et artères en étude



Déploiement Réseau Li@in



Echelle: 1/350000

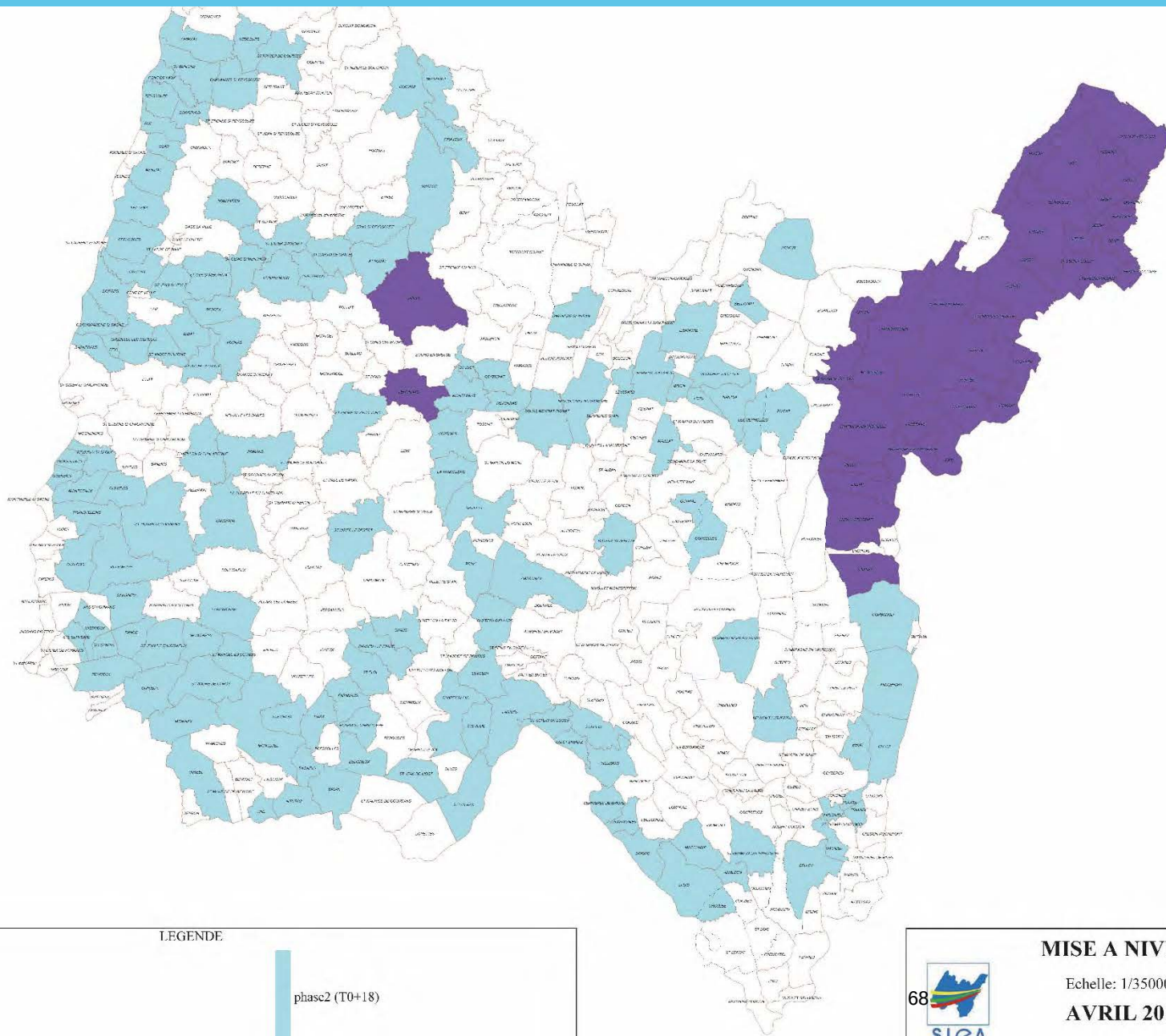
AVRIL 2016



Origine IGN (C) Droits réservés



Mise à niveau



LEGENDE

phase1 (T0-9)

phase2 (T0+18)



MISE A NIVEAU

Echelle: 1/350000

AVRIL 2016

Origine IGN (C) Droits réservés





Décisions du Comité Syndical

- Prendre acte de la reprise de l'ouverture de nouvelles communes et de l'extension de communes déjà ouvertes.
- Autoriser le Président à engager le Programme 2016, sous réserve des décisions de l'Etat et d'Orange
- Autoriser le Président à ajouter à titre exceptionnel des territoires complémentaires au programme 2016, en fonction, notamment, des projets qui seront retenus par le CDo1.

VOTE



Proposition d'un nouveau dispositif cofinancé par le CDo1

- Complémentaire d'aides pour accompagner les intercommunalités dans le fibrage de leurs ZA.
- Vient en complément de celui de 2015
- Porte uniquement sur les travaux de tronc commun (artères,...)
- Répartition financière :
 - 1/3 SIEA
 - 2/3 Intercommunalité, dont la moitié lui sera remboursée par une subvention du Conseil Départemental de l'Ain

Desserte des zones d'activités communautaires



Suite - Proposition d'un nouveau dispositif

■ Critères de choix

- 1 dossier/intercommunalité
- Faisabilité technique et soutenabilité financière
- Aménagement du territoire et développement économique :
- Faible débit de connexion
- Tx de pénétration potentiel
- Dynamisme économique de la zone
- Potentiel économique pour les zones en cours d'aménagement

- Appel à projet annuel porté par le Conseil Départemental selon un calendrier
- Versement par l'intercommunalité de sa participation, financière, incluant l'aide du CDo1, avant l'ordre de service
- Dispositif à prévoir pour les années de 2016 à 2019
- Dossiers non retenus par le CDo1 pourront intégrer le dispositif 2015 du SIEA

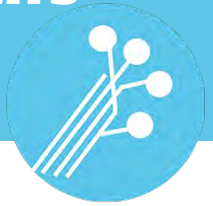


Suite - Proposition d'un nouveau dispositif

Décisions du Comité Syndical

- Se prononcer sur le principe d'un programme cofinancé par le CDo1
- Approuver la répartition financière
- Mandater le Président pour engager les opérations figurant au programme arrêté avec le Conseil Départemental

VOTE



Proposition

Ouvrir la possibilité aux constructeurs et lotisseurs de participer volontairement au déploiement de la Fibre Optique en versant un fonds de concours

Conditions :

- Dans les constructions, immeubles collectifs et lotissements
- Fonds de concours = 50% du coût HT
- Versement de 100% de la dépense avant l'ordre de service.

Décisions

Déléguer au Bureau Syndical le soin de fixer les conditions de la présente délibération

Mandater le Président pour engager ce type d'opérations sur la base des demandes adressées au SIEA

VOTE



■ Proposition

Suite aux nouvelles lignes directrices de l'ARCEP :

Mise en œuvre d'une nouvelle offre de prix détaillant les principes tarifaires proposés aux opérateurs proposant des services sur le réseau Li@in.



GIX LYON ou CERN		POP ou HUB		NRO-PM armoire de rue		PBO boîtier de rue ou immeuble		PTO prise client		CPE pour liaison activée	
location à forfait	IRU SIEA ou location bande passante	16(15) ¹ € HT/mois				(IRU ⁴ 500(250) ² € HT et récurrent 0,62€ HT/mois) ou ³ (location 5(2,5) ² € HT/mois)	FAS 95€ HT				
location à la carte		19(18) ¹ € HT/mois					FAS 140€ HT				
location à la carte		15,20(14,5) ¹ € HT/mois					FAS 120€ HT				
location à la carte	IRU SIEA ou fibres posées par opérateur	12,20(11,70) ¹ € HT/mois					sans objet				
location à la carte		513€ HT + récurrent : 4,9(4,4) ¹ € HT + 3,8(3,3) ¹ € HT/mois si activation IP100Mbs + 6,8(6,3) ¹ € HT/mois si activation IP1Gbs ou 3(2,8) ¹ € HT/mois si activation Rforg					sans objet				

1 : a(b) : a est le prix cible selon les nouvelles lignes directrices ARCEP; b est le prix cible du 01/07/2016 au 30/06/2017.

2 : a(b) : a est le prix cible pour le FAI second ou plus (changement de FAI); b est le prix subventionné pour le FAI premier.

3 : l'opérateur a le choix entre l'achat en IRU 20 ans du raccordement et la location de ce raccordement.

4 : Pour l'achat, en cas de changement de FAI, il y a remboursement suivant les règles du droit de suite.



Décisions du Comité Syndical

- Accepter les offres tarifaires qui ont été :
 - Validées au préalable par le Conseil d'Exploitation de la Régie
 - Visées par l'ARCEP

- Mandater le Président pour notifier ces nouvelles conditions aux différents FAI partenaires du réseau Li@in et adapter les contrats le cas échéant.

VOTE



Contexte

17/04/2014 : Protocole d'accord signé avec Orange

Engagement du SIEA, en Zone d'initiative public, de mettre à niveau son réseau.

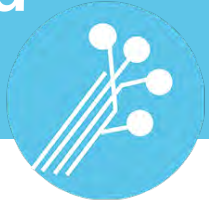
- Malgré un travail important des équipes du SIEA et de ses prestataires : Retard important sur le planning

➡ Raisons : Techniques, Règlementaires et budgétaires

- 04/03/2015 : Assignation du SIEA par Orange

- 17/03/2015: Jugement

➡ Astreinte de 3 000€/jour de retard à partir du 07/04/2015.



Proposition

Elaboration de modifications et/ou d'avenant au protocole

➔ Retrouver une relation sereine

Décisions

- Prendre acte des difficultés rencontrées dans la réalisation de la mise à niveau
- Mandater le Président pour engager les négociations
- Autoriser le Président à signer tous documents s'y rapportant

VOTE



Contexte

Sollicitation de la Mission Très Haut Débit visant à obtenir :

- Une 1^{ère} subvention relative la Mise à Niveau
- Une 2^{ème} subvention relative au déploiement du reste du département

Proposition

Instruction du 1^{er} dossier largement avancée.

Démarches restantes permettant de disposer des premiers décaissement :

- signer une convention avec la Caisse des dépôts
- solliciter des appels de fonds



Décisions

- Prendre acte du principe de la convention Fonds de Solidarité Numérique
- Autoriser le Président à instruire les demandes de subventions possibles
- Autoriser le Président à signer la Convention de subvention entre la Caisse des Dépôts et le SIEA ainsi que les conventions ultérieures avec la Caisse ou l'Etat.

VOTE



Contexte

- Infrastructure Li@in est un réseau ouvert en mode actif à tout FAI grand public qui le souhaite
 - A ce jour 6 FAI, dédiés au Grand-public, sont partenaires
- Mise à niveau permettant à tout opérateur de venir en mode passif pour commercialiser leurs offres.
 - Nécessité de certains FAI d'interconnecter leurs réseaux existants avec le nôtre.
 - Possibilité pour les FAI de raccorder, par leurs soins, leurs nouveaux clients par dérogation du code des marchés publics.



Proposition

Nécessité d'élaborer un contrat de sous-traitance des raccordements de « Câblage Client Final » leur permettant de réaliser pour notre compte ces raccordements

Décisions

- Approuver le principe :
 - D'une convention cadre décrivant les modalités d'accès de notre Génie Civil pour un opérateur souhaitant venir sur notre réseau
 - Du contrat de raccordement de « Câblage Client Final »
- Autoriser le Président à signer la Convention cadre et toutes pièces s'y rapportant, ainsi que le contrat de sous-traitance.

VOTE



PARTIE FINANCIERE



COMPTES ADMINISTRATIFS 2015

Sous vote du doyen



Budget Principal - CA 2015

SIEA

	INVESTISSEMENT Op. d'Équipement	INVESTISSEMENT Op. sous Mandat	FONCTIONNEMENT	TOTAL
1) Recettes 2015	29 496 567	1 138 601	18 173 336	48 808 504
2) Dépenses 2015	23 903 089	18 880	19 989 009	43 910 978
I) Résultat 2015	5 593 478	1 119 721	-1 815 673	4 897 526
II) Résultat 2014	-5 067 882	-317 330	6 415 662	1 030 450
A) Solde d'exécution 2015	525 596	802 391	4 599 989	5 927 976
3) Reports Recettes 2015	278 723			278 723
4) Reports Dépenses 2015	437 261			437 261
B) Solde des reports 2015	-158 538	0		-158 538
RESULTAT CUMULE 2015 (A+B)	367 058	802 391	4 599 989	5 769 438

Résultats reportés au budget 2016

Recettes de fonctionnement :	Ligne 002 - "résultat de fonctionnement reporté"	4 599 989
Recettes d'investissement:	Ligne 001 - "résultat d'investissement reporté"	525 596



SIEA

Budget RESO-LIAin - CA 2015

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
1) Recettes 2015	1 030 035	5 121 406	6 151 441
2) Dépenses 2015	139 600	6 022 545	6 162 145
I) Résultat 2015	890 435	-901 139	-10 704
II) Résultat 2014	227 338	0	227 338
A) Solde d'exécution 2015	1 117 773	-901 139	216 634
3) Reports Recettes 2015			0
4) Reports Dépenses 2015	43 598		43 598
B) Solde des reports 2015	-43 598		-43 598
RESULTAT CUMULE 2015 (A+B)	1 074 175	-901 139	173 036

Résultats reportés au budget 2016

Dépenses de fonctionnement :	Ligne 002 - "résultat de fonctionnement reporté«	901 139
Recettes d'investissement:	Ligne 001 - "résultat d'investissement reporté"	1 117 773



SIeA

Budget Communication Electronique CA 2015

	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
1) Recettes 2015	37 305 575	6 085 112	43 390 687
2) Dépenses 2015	38 668 515	6 085 112	44 753 627
I) Résultat 2015	-1 362 940	0	-1 362 940
II) Résultat 2014	-681 334	0	-681 334
A) Solde d'exécution 2015	-2 044 274	0	-2 044 274
3) Reports Recettes 2015			0
4) Reports Dépenses 2015			0
B) Solde des reports 2015	0		0
RESULTAT CUMULE 2015 (A+B)	-2 044 274	0	-2 044 274

Résultats reportés au budget 2016

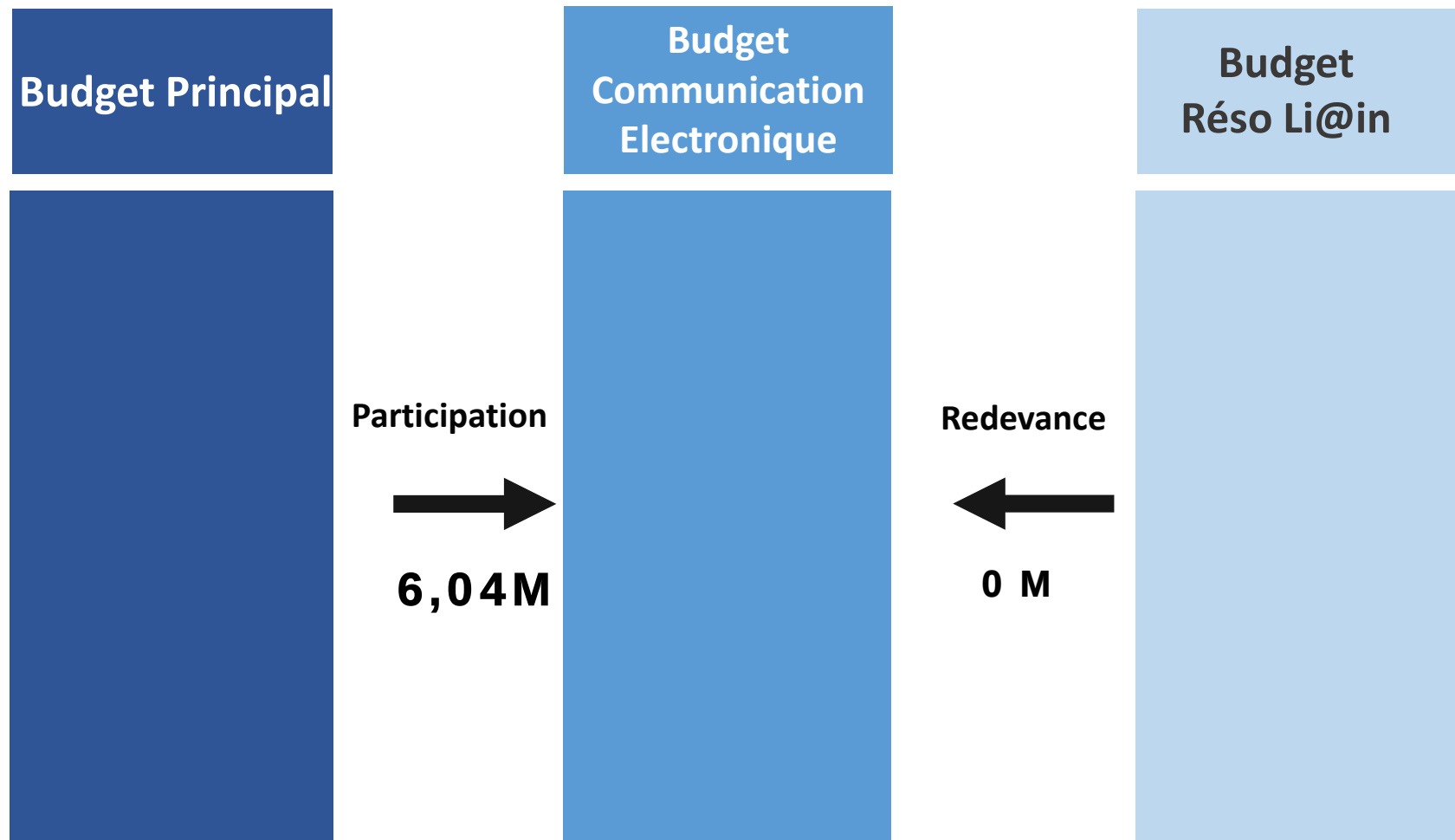
Dépenses d'investissement	Ligne 001 -"résultat d'investissement reporté"	2 044 274
---------------------------	--	------------------



Liens entre les budgets CA 2015



SIQA





PROPOSITIONS BUDGETS 2016



Budget Principal 2016

Libellés	Propositions globales du Président pour 2016
Section de fonctionnement Dépenses/Recettes	23 631 989
Section d'investissement Dépenses/Recettes	33 492 000
TOTAL	57 123 989



Budget RESO-LIAin 2016

Libellés	Propositions globales du Président pour 2016
Section de fonctionnement Dépenses/Recettes	7 500 000
Section d'investissement Dépenses/Recettes	1 174 473
TOTAL	8 674 473



SIQA

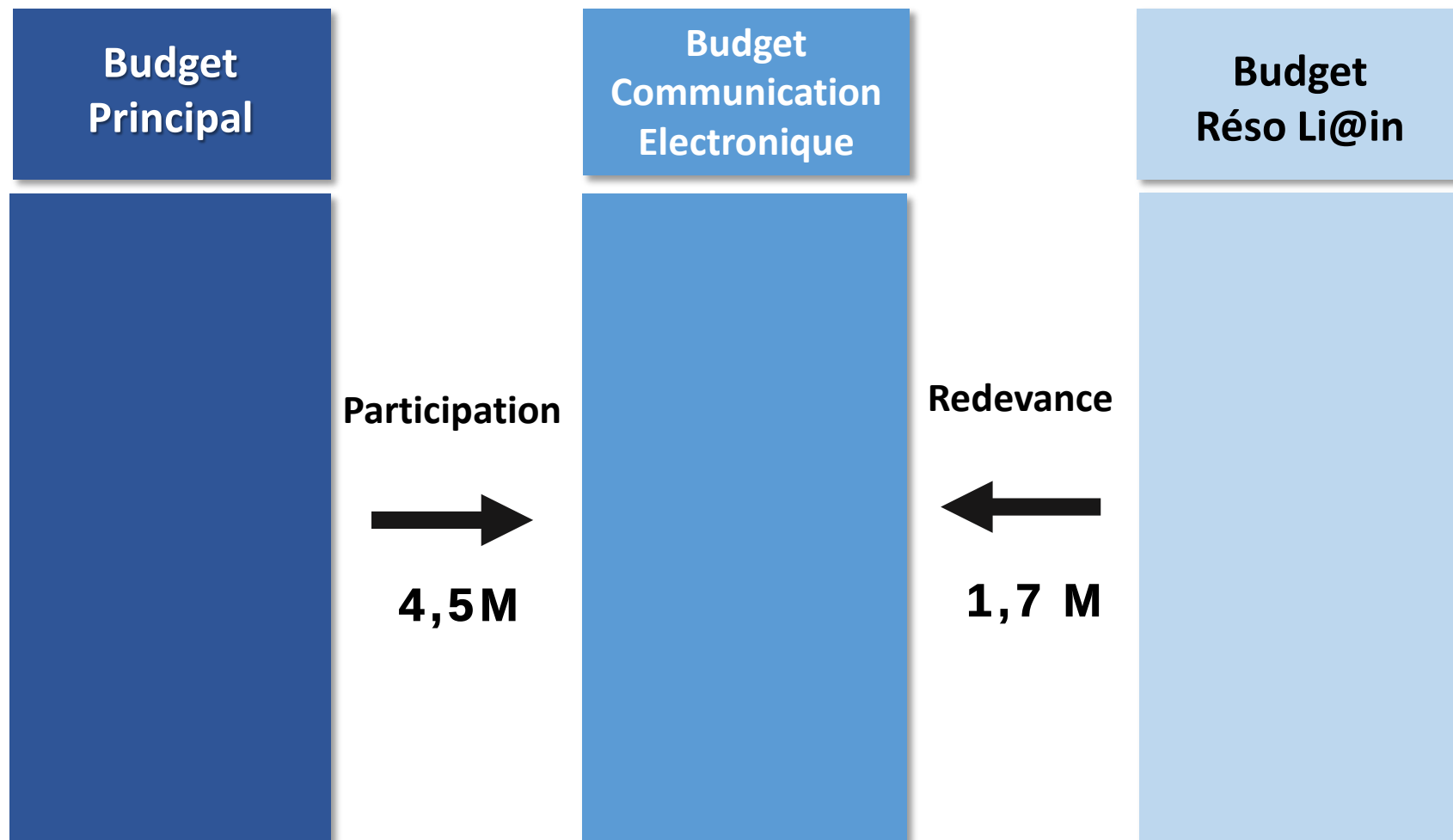
Budget Communication Electronique 2016

Libellés	Propositions globales du Président pour 2016
Section de fonctionnement Dépenses/Recettes	6 200 000
Section d'investissement Dépenses/Recettes	83 650 000
TOTAL	89 850 000



SIQA

Liens entre les budgets 2016



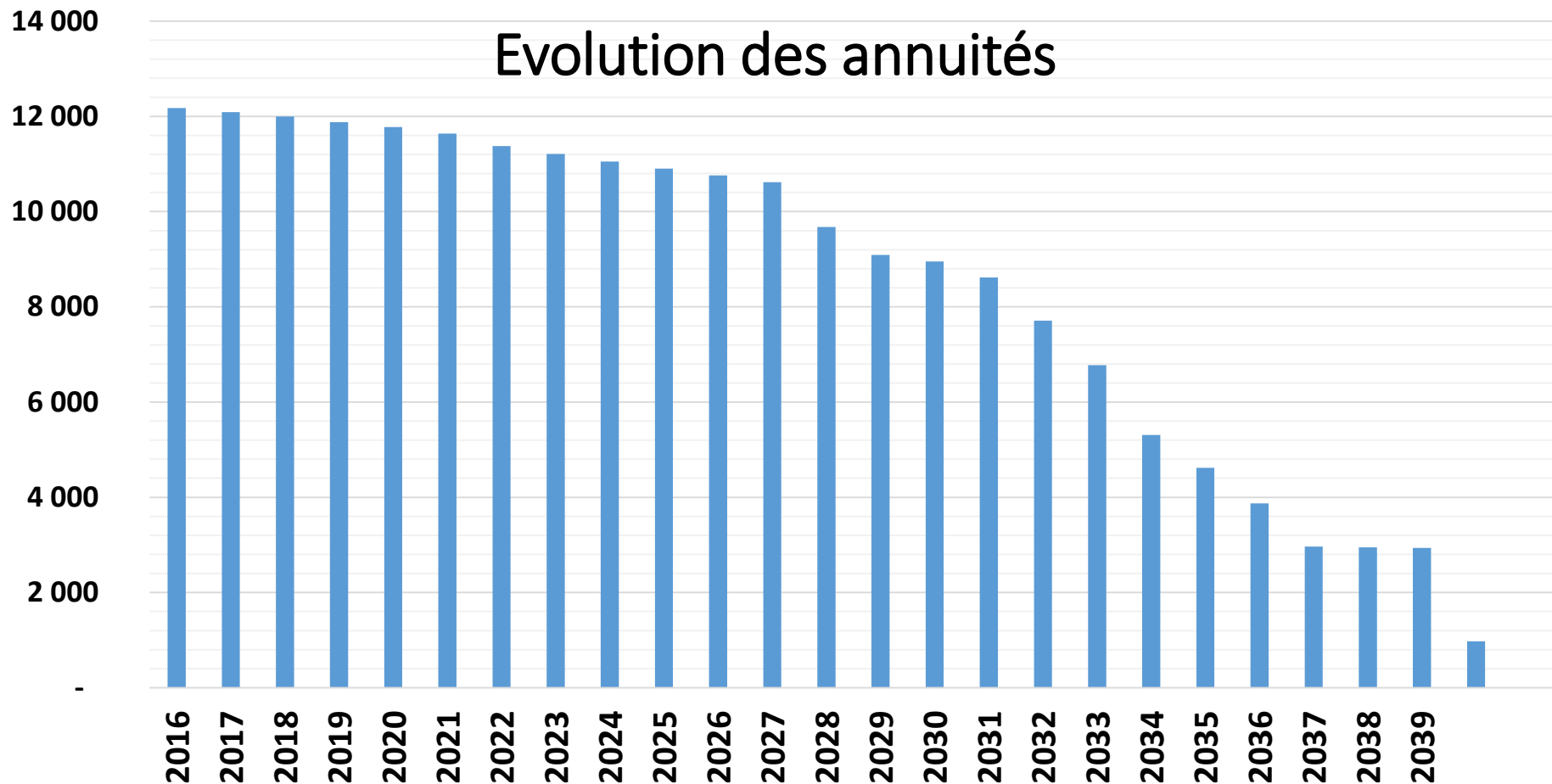


Dette Globale du SIEA

Prêteur	Capital initial	Capital restant dû au 1/1/16	Annuité 2016 (K + I)
Total budget Communication Electronique	159 783 000	144 231 381	11 727 115
Total budget principal	2 500 000	1 186 567	211 001
Total général	162 283 000	145 417 948	11 938 116



Dette globale du SIEA



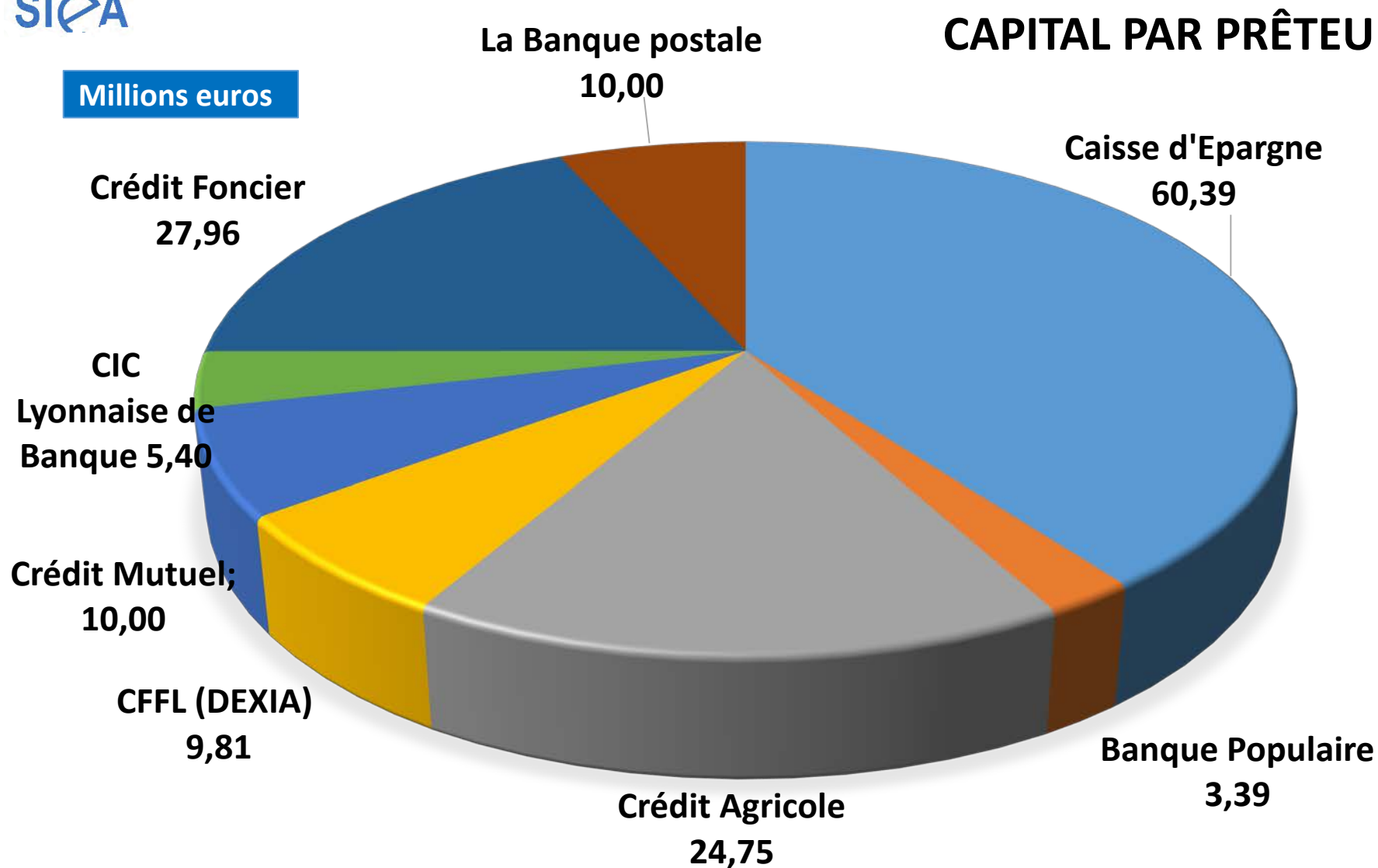


SIEA

Dette globale du SIEA

CAPITAL PAR PRÊTEUR

Millions euros





**Engagement du département
pour le déploiement du Réseau public
de Fibre Optique des Communes de l'Ain :**





Participation de l'Etat, de l'Agence du Numérique Relative au déploiement du Réseau Li@in

